info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

Formation
La négociation collective

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

PROGRAMME 2026



Les 3 principales étapes pour bien négocier

Étape 1 : Sécuriser la conclusion des Accords, Comprendre l'articulation des compétences entre les accords de branche, de groupe et d'entreprise. Maîtriser les règles de la hiérarchie des normes et de validité juridique pour sécuriser vos accords collectifs.

Étape 2 : Comprendre les différents accords et leurs enjeux :

- PAP
- NAO
- Accords de fonctionnement CSE, GEPC, QVT
- Accords de performance collective
- Accords atypiques…

Étape 3 : Savoir négocier les accords :

- La loyauté dans les discussions
- Les informations importantes
- La rédaction des clauses
- les conditions de forme et de fond…

Notre méthode pédagogique

1. **Le droit en pratique** : Illustrer les règles juridiques au travers d'exemples, de cas pratiques, de vidéos… Mises en situation réelles conçues par des experts (avocats, juristes, financiers). Cette immersion dans des cas concrets vous prépare à agir avec sérénité dans vos missions d'élus.

2. **L'Échange** : La pédagogie par le jeu
Développez votre logique et structurez vos connaissances grâce à l'intelligence collective. Le jeu et les débats facilitent l'assimilation du droit et l'apprentissage.

3. **La Théorie** : Le socle de l'autonomie
Consolidez vos acquis via des supports formels. Cette base méthodologique forge votre esprit critique et vous donne les outils pour rechercher et utiliser l'information de manière plus autonome.

Notre différence : Nos formations sont élaborées et dispensées par une équipe pluridisciplinaire d'avocats, de juristes, et d'un expert en économie et gestion. Les formations obligatoires (SSCT et économique) sont agréées par la DREETS. Vous repartez en fin de formation avec vos supports.

Le retour de plus de 4000 élus formés nous a conduit à structurer l'apprentissage par la connaissance pratique, la mise en situation et le jeu. Nous nous basons sur le modèle pédagogique élaboré par des chercheurs* de renom, pour des formations plus efficaces, vivantes et dans la bonne humeur, propices à la cohésion .

Vérifiez les avis des élus formés sur google !

⭐⭐⭐⭐⭐

Cliquer ICI

Tarifs Forfaitaires

*McCall, Eichinger et Lombardo

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

Programme détaillé 1/2

PROGRAMME 2026

La négociation collective

OBJECTIFS DE LA FORMATION :

Objectifs juridiques :

Maîtriser le cadre légal et conventionnel de la négociation collective. Gérer les étapes clés de la négociation avec l'employeur

Objectifs stratégiques :

Identifier la stratégie de votre Direction et ses marges de manœuvre en matière de négociation. S'approprier une méthode de préparation et de conduite des négociations collectives. Repérer vos points forts.

Programme :

La constitution des CSE (Groupe, entreprise, établissement):

- L'accord de Groupe et d'entreprise distinct ou la décision unilatérale de l'employeur
- Les contestations éventuelles
- Les critères pour déterminer les établissements distincts
- La répartition des sièges entre les différents établissements et les différents collèges pour la mise en place du CSE central d'entreprise

Accord sur les représentants de proximité :

- Pour quelles situations ?
- Avantages et points de vigilance
- Les autres accords sur le fonctionnement du CSE
- La négociation du protocole d'accord préélectoral
- L'invitation à négocier
- Quels syndicats sont invités ?
- Qui peut négocier et signer le PAP ? Composition de la délégation syndicale
- Conditions d'adoption, durée de validité et publicité du protocole préélectoral

Le contenu du protocole d'accord préélectoral :

- Le nombre de représentants et nombre de collèges
- Ce que prévoit la loi ; les titulaires et les suppléants ;
- Le nombre des collèges : les possibilités de déroger
- La possibilité de modifier le nombre de sièges ou d'heures de délégation dans le PAP
- L'exigence de la représentation équilibrée Hommes/Femmes
- Conséquences de l'échec de la négociation du PAP ?
- Portée dans le temps de l'accord ?

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

Programme détaillé 2/2
La négociation collective

PROGRAMME 2026

Maîtriser les règles de répartition des compétences entre accord collectif de branche, accord collectif de groupe et accord collectif d'entreprises*

- L'accord de branche
- L'accord de Groupe
- L'accord d'entreprise
- La nouvelle structure du Code du travail :
- L'ordre public
- La négociation
- Les mesures supplétives

Maîtriser les règles de conclusion et de négociation des accords d'entreprise

- Le principe de loyauté devant guider les négociations
- Distinguer le protocole d'accord préélectoral et les autres accords
- Conditions de validité des accords collectifs (accord majoritaire/accord minoritaire)
- Cas particulier du référendum
- Contestation judiciaire des accords : qu'est-il encore possible ? (délais, présomption de
- validité des accords, modulation des effets juridiques par le juge)

La négociation obligatoire en entreprise

- Entreprises assujetties
- Périodicité de la négociation obligatoire
- Salaires, temps de travail et partage de la valeur ajoutée
- Egalité professionnelle et qualité de vie au travail
- Gestion des emplois et des parcours professionnels
- Quid de l'issue de la négociation ?
- Comment préparer et conduire ces négociations avec l'employeur ?

Intégrer la stratégie dans la négociation réorganisations/restructurations

- Nouveaux accords de performance collective
- Accord de ruptures conventionnelles collectives
- Négocier les restructurations de l'entreprise
- Négocier les plans de départs volontaires et les plans de sauvegarde de l'emploi
- Les experts

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

Formation
Droit disciplinaire et la défense des salariés

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

PROGRAMME 2026



Les 4 étapes pour bien défendre un salarié

Étape 1 : Le Cadre réglementaire

Maitriser l'échelle des sanctions et les règles de vie collective contenu dans le règlement intérieur et en droit.

Étape 2 : La Procédure disciplinaire et la preuve

Les types de preuves
La procédure
Les règles de presription…

Étape 3 : Gestion de l'entretien préalable

La préparation de l'entretien préalable
Le rôle du conseiller du salarié
La finalité de l'entretien préalable

Étape 4 : Alertes et protections spécifiques

Identifier les conditions d'exercice face à un danger grave et imminent, droit d'alerte classique et le statut du lanceur d'alerte.

Notre méthode pédagogique

1. **Le droit en pratique** : Illustrer les règles juridiques au travers d'exemples, de cas pratiques, de vidéos… Mises en situation réelle conçues par des experts (avocats, juristes, financiers). Cette immersion dans des cas concrets vous prépare à agir avec sérénité dans vos missions d'élus.

2. **L'Échange** : La pédagogie par le jeu
Développez votre logique et structurez vos connaissances grâce à l'intelligence collective. Le jeu et les débats facilitent l'assimilation du droit et l'apprentissage.

3. **La Théorie** : Le socle de l'autonomie
Consolidez vos acquis via des supports formels. Cette base méthodologique forge votre esprit critique et vous donne les outils pour rechercher et utiliser l'information de manière plus autonome.

Notre différence : Nos formations sont élaborées et dispensées par une équipe pluridisciplinaire d'avocats, de juristes, et d'un expert en économie et gestion. Les formations obligatoires (SSCT et économique) sont agréées par la DREETS. Vous repartez en fin de formation avec vos supports.

Le retour de plus de 4000 élus formés nous a conduit à structurer l'apprentissage par la connaissance pratique, la mise en situation et le jeu. Nous nous basons sur le modèle pédagogique élaboré par des chercheurs* de renom, pour des formations plus efficaces, vivantes et dans la bonne humeur, propices à la cohésion .

Vérifiez les avis des élus formés sur google !

Cliquer ICI

Tarifs Forfaitaires

*McCall, Eichinger et Lombardo

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

Programme détaillé 1/2

PROGRAMME 2026

Droit disciplinaire et défense des salariés

OBJECTIFS DE LA FORMATION :

Objectif juridique: le droit comme outil de défense des salariés

- Connaitre en profondeur les règles du droit disciplinaire pour permettre aux élus d'apporter une aide aux salariés et/ou de les défendre lorsqu'ils sont en litige avec leur employeur, en souffrance au travail ou confrontés à une procédure disciplinaire.

Objectif stratégique : mise en place dès les premiers incidents d'une stratégie de défense

- Comment défendre un salarié convoqué pour une sanction ou un licenciement
- Le rôle protecteur des représentants du personnel
- Comment aider un salarié à échafauder sa défense

Programme :

Les règles importantes de la procédure disciplinaire :

- Qu'est-ce qu'une sanction au sens du code du travail ? Reproches verbaux et/ou écrits (LRAR, mail…), lettres d'observation, rappel à l'ordre…
- Formalisme de la procédure : les délais, les mentions obligatoires…
- La prescription : prescription des faits, des sanctions, délai de contestation…
- Non bis in idem

Le règlement intérieur : socle de la procédure disciplinaire et des sanctions dans les entreprises de 50 salariés et plus.

- L'élaboration du RI : document unilatéral et formalisme de validation/opposabilité (contrôle de l'inspection du travail et affichage…),
- Les notes de service comme élément du RI
- Les dispositions licites et illicites : l'échelle des sanctions, règle de proportionnalité
- Le cas particulier de la rétrogradation modifiant le contrat de travail : cas des salariés et des RP
- La contestation des clauses du RI

La motivation des sanctions et licenciements

- Précision de la motivation pour les sanctions : dates, lieux, témoins, mots employés…
- Précision de la motivation pour les licenciements : la lettre de licenciement fixe les limites du litige

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

Programme détaillé 2/2

PROGRAMME 2026

Droit disciplinaire et défense des salariés

La preuve : pas de preuve pas de droit

- Les preuves licites et illicites : attestations, mails, enregistrement, enquêtes privées…
- Rôle des RP dans la collecte des preuves pour défendre un salarié
- Rôle du CSE, de la CSSCT, des représentants de proximité : enquête/expertise/ inspection/registres/témoignages

Le point sur le rôle du conseiller du salarié lors de l'entretien préalable

- Le but de l'entretien préalable : débattre des faits contradictoirement
- Les preuves à apporter par l'employeur
- Le rôle du RP
- Le harcèlement moral et sexuel : en droit du travail, de la sécurité sociale et pénal

Qu'est-ce que le harcèlement moral et sexuel

- La protection du salarié qui dénonce le harcèlement moral et/ou sexuel
- La protection des témoins
- Rôle du référent harcèlement
- Rôle du CSE/CSSCT

Droits d'alerte et lanceur d'alerte

- Qu'est-ce qu'une alerte
- Les procédures d'alerte : légales et interne à l'entreprise (la compliance)
- La protection du lanceur d'alerte
- Rôle des RP

Droit de retrait

- Notion de droit de retrait
- Protection du salarié exerçant un droit de retrait

La liberté d'expression des salariés

- La liberté d'expression des salariés dans l'entreprise
- La liberté d'expression des salariés en dehors de l'entreprise

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

Formation
L'accompagnement et la Défense des Salariés Aidants

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité



PROGRAMME 2026

Les 4 étapes pour bien maîtriser le cadre légal

Étape 1 : Identifier le salarié proche aidant : définir son statut, reconnaître les personnes accompagnées, vérifier les critères de handicap ou de perte d'autonomie et réunir les justificatifs requis.

Étape 2 : Maîtriser ses droits : comparer les congés, allocations, protections contractuelles et possibilités d'aménagement du travail adaptées à chaque situation.

Étape 3 : Prévenir les risques et les discriminations : repérer l'épuisement, mobiliser le médecin du travail, intégrer l'aidance au DUERP et agir contre les traitements défavorables.

Étape 4 : Construire une action collective protectrice : accompagner les salariés, mobiliser le CSE, négocier des accords QVCT et GEPP, et développer des solutions de répit.

Notre méthode pédagogique

1. **Le droit en pratique** : Illustrer les règles juridiques au travers d'exemples, de cas pratiques, de vidéos... Mises en situation réelle conçues par des experts (avocats, juristes, financiers). Cette immersion dans des cas concrets vous prépare à agir avec sérénité dans vos missions d'élus.

2. **L'Échange** : La pédagogie par le jeu
Développez votre logique et structurez vos connaissances grâce à l'intelligence collective. Le jeu et les débats facilitent l'assimilation du droit et l'apprentissage.

3. **La Théorie** : Le socle de l'autonomie
Consolidez vos acquis via des supports formels. Cette base méthodologique forge votre esprit critique et vous donne les outils pour rechercher et utiliser l'information de manière plus autonome.

Notre différence : Nos formations sont élaborées et dispensées par une équipe pluridisciplinaire d'avocats, de juristes, et d'un expert en économie et gestion. Les formations obligatoires (SSCT et économique) sont agréées par la DREETS. Vous repartez en fin de formation avec vos supports.

Le retour de plus de 4000 élus formés nous a conduit à structurer l'apprentissage par la connaissance pratique, la mise en situation et le jeu. Nous nous basons sur le modèle pédagogique, élaboré par des chercheurs de *renom, pour des formations plus efficaces, vivantes et dans la bonne humeur, propices à la cohésion .

Vérifiez les avis des élus formés sur google !
" McCall, Eichinger et Lombardo....

⭐⭐⭐⭐⭐

Cliquer ICI

Tarifs Forfaitaires

www.avocatsvma.fr

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

Programme détaillé 1/2

PROGRAMME 2026

L'Accompagnement et la Défense des Salariés Aidants

OBJECTIFS DE LA FORMATION :

Objectif juridique : Maîtriser le cadre légal applicable aux salariés aidants

- Identifier leurs droits, sécuriser leur parcours professionnel et prévenir les discriminations ou les atteintes à leur santé.

Objectif stratégique : Permettre aux représentants du personnel

- De transformer les situations individuelles en actions collectives, en mobilisant les prérogatives du CSE et en négociant des accords protecteurs adaptés aux besoins des salariés, mobiliser les structures d'état de protection des salariés.

Programme :

Identifier juridiquement le salarié aidant :

- Définition du proche aidant
- Personnes pouvant être accompagnées
- Critères de handicap ou de perte d'autonomie
- Justificatifs médicaux et administratifs

Comprendre le cadre juridique de l'aidant règlement intérieur :

- Hiérarchie des normes et dispositions d'ordre public
- Place des accords collectifs
- Droits du salarié et obligations de l'employeur
- Fractionnement, temps partiel et situations d'urgence

Maîtriser les congés et les allocations

- Congé de proche aidant et AJPA
- Congé de présence parentale et AJPP
- Congé de solidarité familiale et AJAP
- Comparaison et choix du dispositif adapté

Sécuriser le contrat et prévenir les ruptures

- Suspension du contrat et garanties de retour
- Protection contre le licenciement
- Risques liés au licenciement économique
- Garanties pouvant être négociées dans un accord ou un PSE

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

Programme détaillé 2/2

PROGRAMME 2026

L'Accompagnement et la Défense des Salariés Aidants

Aménager le travail et favoriser le maintien dans l'emploi

- Discriminations directes et indirectes
- Discrimination par association : portée de l'arrêt Bervidi
- Aménagements raisonnables et charge de la preuve

Protéger la santé du salarié aidant

- Charge mentale, double journée et épuisement
- Obligation de prévention de l'employeur
- Intégration de l'aidant dans le DUERP et le PAPRIPACT
- Rôle du médecin du travail

Mobiliser le CSE et les organisations syndicales

- Détection des situations à risque
- Droit d'alerte et prévention des RPS
- Diagnostic interne et baromètre social
- Création d'un référent aidant

Négocier un accord collectif protecteur

- Mobilisation des négociations QVCT, GEPP et NAO
- Flexibilité horaire, télétravail et crédit-temps
- Neutralisation des effets de l'aidance sur la carrière
- Congés conventionnels, maintien de salaire et protection sociale

Mobiliser la RSE, la prévoyance et les dispositifs adaptés

- Argumentaire économique et social
- Intégration de l'aidance dans la politique RSE
- Labellisation et formation du management
- Mutuelle, prévoyance, soutien psychologique et solutions de répit

Accompagner concrètement un salarié aidant

- Diagnostic de la situation individuelle
- Choix du congé ou de l'aménagement approprié
- Réaction au refus de l'employeur
- Passage de l'accompagnement individuel à l'action collective

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

Formation
L'Intelligence Artificielle et le dialogue social

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

NOUVEAUTÉ 2026



Les 4 étapes pour anticiper et agir avec l'IA

Étape 1 : Comprendre l'IA et son impact

Définition, histoire et démystification. Impact sur l'emploi, les métiers les plus exposés et les autres à terme. Risques humains : RPS

Étape 2 : L'IA comme levier de diagnostic pour les élus

L'opportunité pour la BDES : utiliser l'IA pour analyser les données. Moderniser le DUERP et améliorer l'évaluation des risques avec l'IA

Étape 3 : IA et acords collectifs

GEPP et transformation des métiers : comment l'IA modifie les carrières et comment le CSE peut accompagner ces transitions.
QVCT : déconnection, transparence et réversibilité

Étape 4 : Gouvernance et dialogue social

Élaborer et proposer une Charte éthique IA pour garantir la protection des données et le respect des salariés.

Notre méthode pédagogique

1. Le droit en pratique : Illustrer les règles juridiques au travers d'exemples, de cas pratiques, de vidéos… Mises en situation réelle conçues par des experts (avocats, juristes, financiers). Cette immersion dans des cas concrets vous prépare à agir avec sérénité dans vos missions d'élus.

2. L'Échange : La pédagogie par le jeu
Développez votre logique et structurez vos connaissances grâce à l'intelligence collective. Le jeu et les débats facilitent l'assimilation du droit et l'apprentissage.

3. La Théorie : Le socle de l'autonomie
Consolidez vos acquis via des supports formels. Cette base méthodologique forge votre esprit critique et vous donne les outils pour rechercher et utiliser l'information de manière plus autonome.

Notre différence : Nos formations sont élaborées et dispensées par une équipe pluridisciplinaire d'avocats, de juristes, et d'un expert en économie et gestion. Les formations obligatoires (SSCT et économique) sont agréées par la DREETS. Vous repartez en fin de formation avec vos supports.

Le retour de plus de 4000 élus formés nous a conduit à structurer l'apprentissage par la connaissance pratique, la mise en situation et le jeu. Nous nous basons sur le modèle pédagogique, élaboré par des chercheurs* de renom, pour des formations plus efficaces, vivantes et dans la bonne humeur, propices à la cohésion .

Vérifiez les avis des élus formés sur google !

⭐⭐⭐⭐⭐

Cliquer ICI **Tarifs Forfaitaires**

*McCall, Eichinger et Lombardo

www.avocatsvma.fr

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

Programme détaillé

PROGRAMME 2026

L'Intelligence Artificielle et le dialogue social

3 Objectifs :

1. Démystifier le jargon technique.
2. Cartographier les impacts réels.
3. Maîtriser vos leviers d'action (Information/Consultation, enquêtes, expertises...).

Pourquoi cette formation ?

Les humains qui utilisent l'IA remplaceront ceux qui ne l'utilisent pas.
Prévenir, ne pas subir et anticiper .

Qu'est-ce que l'IA ? !

- Le concept clé
- Ce que l'IA n'est pas
- Fonctionnement et "Le Machine Learning", "Le Deep Learning", la rupture générative

La réalité connue de l'impact sur l'emploi

- Quelques chiffres : le présent et les prévisions
- Les métiers impactés en premier lieu puis en second lieu
- L'évolution des compétences demandées

L'impact social

- Les nouvelles formes de management algorithmique
- La question des RPS
- BDES & DUERP

Anticiper pour ne pas subir l'IA et la transformer en alliée

- Le Recours à l'Expertise
- Droit d'Alerte
- Négocier la GEPP
- Accord QVT / QVCT
- Proposer une Charte Éthique IA
- Le Plan de développement des compétences
- Vers un dialogue social 4.0

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

Formation

La prise de parole en public

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

PROGRAMME 2026



Les 4 étapes de l'Art de Convaincre

Étape 1 : Fondamentaux

Maitriser les codes de communication . Repérer les biais cognitifs. La préparation en amont : Structurer ses arguments, anticiper les objections.

Étape 2 : Communication en instance et expertise

Savoir interpeller la direction avec efficacité et porter la voix du comité.

Étape 3 : Négociation Collective et rapport de force

Organiser la parole au sein des délégations syndicales pour faire avancer les revendications.

Étape 4 : communication de crise et communication externe

Porter une parole protectrice en entretien disciplinaires . Maîtriser le discours spécifique lié au droit d'alerte et au statut de lanceur d'alerte. Savoir s'exprimer devant la presse ...

Notre méthode pédagogique

1. **Le droit en pratique** : Illustrer les règles juridiques au travers d'exemples, de cas pratiques, de vidéos... Mises en situation réelle conçues par des experts (avocats, juristes, financiers). Cette immersion dans des cas concrets vous prépare à agir avec sérénité dans vos missions d'élus.

2. **L'Échange** : La pédagogie par le jeu
Développez votre logique et structurez vos connaissances grâce à l'intelligence collective. Le jeu et les débats facilitent l'assimilation du droit et l'apprentissage.

3. **La Théorie** : Le socle de l'autonomie
Consolidez vos acquis via des supports formels. Cette base méthodologique forge votre esprit critique et vous donne les outils pour rechercher et utiliser l'information de manière plus autonome.

Notre différence : Nos formations sont élaborées et dispensées par une équipe pluridisciplinaire d'avocats, de juristes, et d'un expert en économie et gestion. Les formations obligatoires (SSCT et économique) sont agréées par la DREETS. Vous repartez en fin de formation avec vos supports.

Le retour de plus de 4000 élus formés nous a conduit à structurer l'apprentissage par la connaissance pratique, la mise en situation et le jeu. Nous nous basons sur le modèle pédagogique, élaboré par des chercheurs de *renom, pour des formations plus efficaces, vivantes et dans la bonne humeur, propices à la cohésion .

Vérifiez les avis des élus formés sur google !

⭐⭐⭐⭐⭐

Cliquer ICI

Tarifs Forfaitaires

*McCall, Eichinger et Lombardo

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

Programme détaillé 1/1

PROGRAMME 2026

La prise de parole en public

OBJECTIFS DE LA FORMATION :

- Être capable d'exposer et de formuler correctement une idée ou problématique, persuader en démontrant votre compétence,...
- Gagner en efficacité lors des discussions ou des négociations
- nombre de participants > 10 à 20 <

Programme :

1. La prise de parole

Les mots, l'expression, les biais cognitifs, le contexte

2. La prise de parole dans le cadre des réunions préparatoires et plénières du CSE

- Avec la direction
- Avec les experts
- Avec les membres du comité social et économique

Application et jeux de rôle...

3. La prise de parole dans le cadre des négociations collectives

- Avec la direction
- Entre délégations syndicales

Application et jeux de rôle...

4. La prise de parole avec la direction

- En matière disciplinaire
- Avec les ressources humaines
- Relations avec la presse

5. La prise de parole et la liberté d'expression

- la protection de la liberté d'expression et du droit d'expression
- Les limites : abus, injures, diffamations

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

Formation

Le Harcèlement sexuel et les agissements sexistes

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

PROGRAMME 2026



Les 3 étapes pour un mandat réussi

Étape 1 : Etude des textes réglementaires applicables, les contours de la notion de harcèlement sexuel et agissements sexistes

- textes de référence et évolutions
- Comprendre les éléments constitutifs
- Parties prenantes (Employeur,CSE,Témoins)
- Les sanctions possibles

Étape 2 : Contribuer à mettre en place une politique de prévention du harcèlement

- Repérer les situations à risques
- Réagir, agir avec proffessionalisme
- La prévention des agissements sexistes dans le cadre légal

Étape 3 : Mettre en place une politique de prévention du harcèlement en entreprise

- Les actions possibles de terrain
- Les documents et affichages nécessaires
- Le plan d'acion
- Améliorer le plan annuel de prévention

Notre méthode pédagogique

1. **Le droit en pratique** : Illustrer les règles juridiques au travers d'exemples, de cas pratiques, de vidéos... Mises en situation réelle conçues par des experts (avocats, juristes, financiers). Cette immersion dans des cas concrets vous prépare à agir avec sérénité dans vos missions d'élus.

2. **L'Échange** : La pédagogie par le jeu
Développez votre logique et structurez vos connaissances grâce à l'intelligence collective. Le jeu et les débats facilitent l'assimilation du droit et l'apprentissage.

3. **La Théorie** : Le socle de l'autonomie
Consolidez vos acquis via des supports formels. Cette base méthodologique forge votre esprit critique et vous donne les outils pour rechercher et utiliser l'information de manière plus autonome.

Notre différence : Nos formations sont élaborées et dispensées par une équipe pluridisciplinaire d'avocats, de juristes, et d'un formateur en économie et gestion. Les formations obligatoires (SSCT et économique) sont agréées par la DREETS. Vous repartez en fin de formation avec vos supports.

Le retour de plus de 4000 élus formés nous a conduit à structurer l'apprentissage par la connaissance pratique, la mise en situation et le jeu. Nous nous basons sur le modèle pédagogique, élaboré par des chercheurs* de renom, pour des formations plus efficaces, vivantes et dans la bonne humeur, propices à la cohésion .

Vérifiez les avis des élus formés sur google !

★★★★★

Cliquer ICI

Tarifs réglementés

"McCall, Eichinger et Lombardo...

www.avocatsvma.fr

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

Programme détaillé 1/1

PROGRAMME 2026

Le Harcèlement sexuel et les agissements sexistes

OBJECTIFS DE LA FORMATION :

Generaux :

- Etre en capacité d'indentifier, qualifier un harcelement
- Etre en capacité d'utiliser les textes de référence en matière de harcèlement pour identifier les contours des risques
- Mettre en place un accompagnement efficace et pragmatique
- Mettre en place des mesures de préventions multiples pour prévenir le risque en lui-même.

Pédagogiques:

- utiliser les dispositions juridiques protégeant les salariés et les IRP
- Détecter les situations potentielement problématiques
- activer les mesures de prévention
- Alerter et procéder à un signalement auprès de sa Direction ou des administrations
- Les types d'actions judiciaires envisageables pour faire cesser la situation de harcelement

Prérequis

- Aucune connaissance particulière

Étape 1 : Etude des textes réglementaires applicables, les contours de la notion de harcèlement sexuel et agissements sexistes

- textes de référence et évolutions de la jurisprudence, se qui change ?
- Comprendre les éléments constitutifs du harcèlement moral face au stress et à la pression professionnelle
- Les différentes obligations de l'employeur
- Le problème central de la charge de la preuve selon le droit appliqué en la matière
- Protections des témoins et des victimes
- Les sanctions possibles pénales et civiles pour l'harceleur (les) et pour l'entreprise
- Etat de la dernière jurisprudence et implication des directives européennes

Étape 2 : Contribuer à mettre en place une politique de prévention du harcèlement

- Repérer les situations à risques et savoir distinguer ce qui relève de la pratique managériale, du harcèlement et de la discrimination
- Clarifier et déterminer les différentes formes de harcèlement
- La prévention des agissements sexistes, en adéquation avec les dispositions de la loi Travail

Étape 3 : Contribuer à mettre en place une politique de prévention du harcèlement

- Réaliser des actions sur le terrain, axer l'information et la communication interne
- Modifier le règlement intérieur ou élaborer une charte
- Comment aider à améliorer le programme annuel de prévention des risques
- Mettre en place un plan d'action et des pistes de réflexion

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

VOS DROITS À LA FORMATIONS

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité



Notre différence : *Nos formations sont élaborées et dispensées par une équipe pluridisciplinaire d'avocats, de juristes, et d'un expert économie et gestion. Les formations obligatoires (SSCT et économique) sont agréées par la DREETS. Vous repartez en fin de formation avec vos supports.*

Le retour de plus de 4000 élus formés nous a conduit à structurer l'apprentissage par la connaissance pratique et la mise en situation et le jeu, nous nous basons sur le modèle pédagogique, élaboré par des chercheurs* de renom, pour des formations plus efficaces, vivantes et dans la bonne humeur, propices à la cohésion de groupe.

Vérifiez les avis des élus formés sur google ! ⭐⭐⭐⭐⭐ Cliquer ICI

Sur demande nous pouvons vous fournir le plan détaillé de vos formations obligatoires (SSCT et ECO).

Qui choisit l'organisme de formation ?

C'est vous, membres titulaires du CSE, qui choisissez l'organisme de formation de votre choix pour la formation SSCT et pour les autres formations vous votez au CSE à la majorité pour l'organisme de votre choix (il peut y en avoir plusieurs suivant les préférences des élus), l'employeur n'a pas à intervenir dans ce vote. Les syndicats peuvent aussi faire le choix de nos formations.

Qui finance ?

Votre formation obligatoire SSCT est financée à 100 % par l'employeur pour les entreprises d'au moins 50 salariés. Les autres formations sont imputées sur le budget de fonctionnement du CSE, sauf meilleur accord avec votre employeur.

Quelle est la durée de votre formation obligatoire ?

Pour la SSCT, 5 jours minimums lors du premier mandat pour tous les membres du CSE (titulaires et suppléants) et lors du renouvellement des mandats, 3 jours minimum pour les membres ayant déjà suivi la formation et 5 jours pour les membres de la CSSCT. Pour la formation économique de 3 à 5 jours pour les titulaires .

*McCall, Eichinger et Lombardo

Tarifs réglementés & forfaitaires

Décompte du temps de formation :

2 cas pour la prise en charge des heures de formation :

1. Les heures consacrées à la formation SSCT et à la formation économique et de fonctionnement sont assimilées à du temps de travail effectif et sont rémunérées comme telles. Donc, pas de déduction des heures de délégation. Les frais liés à la formation sont pris en charge à 100% par l'employeur (transport; repas, nuitées) dans la limite réglementaire.
2. Les autres formations sont déduites du contingent d'heures de délégation, sauf accord plus favorable.

Nous dispensons 3 types de formations

La formation SSCT : Cliquez ici et téléchargez

Objectif: Etre en capacité d'assurer sereinement la mission et les prérogatives des élus (Droits & devoirs du CSE et de la CSSCT) en matière de santé et sécurité :

- Structure, organisation, fonctionnement et droit ...
- Développer une aptitude à déceler et à mesurer les risques professionnels, la capacité d'analyser les conditions de travail.
- Acquérir les méthodes et procédés à mettre en œuvre pour prévenir les risques professionnels, améliorer les conditions de travail

La demande est effectuée auprès de l'employeur par courrier (à télécharger ci-dessous), et au minimum 30 jours avant le début du stage de formation. L'employeur ne peut refuser une formation SSCT plus de 8 jours après la demande.

La formation économique (en partenariat avec des experts financiers) : Cliquez ici et téléchargez

Objectifs : Etre en capacité d'assurer sereinement la mission d'élu du CSE, et de négocier avec votre direction sur la base d'informations financières et sociales, émettre des avis motivés.

- Structure, organisation, fonctionnement et droit du CSE. Acquérir une connaissance pointue sur les attributions, le rôle et les droits des membres du CSE . Etre en capacité d'analyser la situation économique, financière et sociale de votre entreprise . Comprendre et analyser les documents financiers de votre employeur (CR,SIG,BILAN, autres)

"Préparer et négocier des avancements avec votre employeur basés sur les informations économiques et sociales de votre employeur"

La formation à la carte : Cliquez ici et téléchargez

Objectif: adapter les modules de la formation à vos besoins spécifiques. Ces formations sont particulièrement adaptées aux élus et syndicats qui souhaitent être formés sur des points spécifiques liés à leurs problématiques. D'autres programmes peuvent aussi être élaborés sur demande.

Modalités de formation : Cliquez ici et téléchargez

CABINET D'AVOCATS VMA

Des avocats & conseils experts à vos cotés !



VMA

CSE

CSSCT

IRP

SYNDICATS

CONSEILLER
DEFENDRE
FORMER

avocatsvma.fr

Cliquer ICI

Nous vous accueillons à Paris et en Normandie, nous intervenons partout en France,

02 32 40 48 01

conseil.cse@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Liberté
Égalité
Fraternité

ENSEMBLE POUR RÉEQUILIBRER LES FORCES

3 pôles d'expertises pour une solution intégrée

Conseiller Défendre

Le Pack assistance CSE: nos avocats et juristes vous conseillent. Nos conseils et consultations sont délivrés par le moyen de communication le plus adéquat pour vous : téléphone, E-mails, visio, au sein de nos cabinets ou dans les locaux du CSE

Former

- **La formation Santé, Sécurité et Conditions de Travail, financée à 100% par l'employeur**
- **La formation économique, financée par le budget de fct du CSE**
- **Les formations à la carte sont élaborée selon vos besoins, par modules spécifiques, financée par le budget de fonctionnement du CSE**

PSE

Nous vous accompagnons lorsque votre entreprise se réorganise :

- **Soit dans le cadre d'une procédure de PSE engendrant des licenciements économiques collectifs**
- **Soit dans le cadre d'un projet important ou de la mise en place de nouvelles technologies (comme l'intelligence artificielle)**
- **Soit dans le cadre d'une rupture conventionnelle collective**

Une équipe d'avocats et de juristes soudés, à votre écoute.
Depuis plus de 40 ans, les avocats et juristes du cabinet VMA mettent leurs compétences et leur expérience au service des représentants du personnel pour rééquilibrer les forces.

MAÎTRE DAVID VERDIER , *plus de 25 ans d'expérience*

Je consacre mon expérience à rendre efficient la notion de dialogue social au sens large pour les salariés et représentants du personnel, je délivre des formations en droit social à destination des syndicats et des représentants du personnel et publie dans des revues spécialisées en droit du travail ou destinées aux CSE. Egalement chroniqueur juridique radio.

MAÎTRE ANNE-LAURE COCONNIER, *plus de 20 ans d'expérience*

Mon expérience me permet de proposer une expertise pointue en matière de relations individuelles du travail associant le droit du travail et le droit de la sécurité sociale. J'anime des formations en droit social et droit de la sécurité sociale (actualité juridique, prévention des risques professionnels, accident du travail...) à destination des représentants du personnel & syndicats. Chroniqueuse juridique radio.

MAÎTRE JOHANN PHILIP, *plus de 15 ans d'expérience*

J'exerce mon métier d'avocat depuis plus de 10 années dans le domaine du droit du travail. Cette forte expérience, je la mets au service de mes clients (salariés, syndicats, représentants du personnel) et J'anime des formations en droit social à destination des CSE et des syndicats (actualité juridique ou formations thématiques : Fonctionnement, économique et CSSCT)

AUDREY BAGNAUD, SORAYA HAMTTAT, ANGELA FLEURY au minium 5 *ans d'expérience*

Nous sommes chargées d'assurer la veille juridique et l'assistance quotidienne des CSE et des syndicats. Nous analysons les documents juridiques (PSE, accords collectifs, règlements intérieurs etc.) et rédigeons des consultations précises et concrètes pour que les représentants du personnel puissent disposer d'arguments juridiques solides pour faire entendre leur voix.